

Vali, Ferene A., *Bridge Across the Bosphorus : The Foreign Policy of Turkey*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins Press, 1971 XIV + 410 p.

Jean Meynaud

Volume 3, Number 1, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700179ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700179ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Meynaud, J. (1972). Review of [Vali, Ferene A., *Bridge Across the Bosphorus : The Foreign Policy of Turkey*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins Press, 1971 XIV + 410 p.] *Études internationales*, 3(1), 102–103.
<https://doi.org/10.7202/700179ar>

est, mais aussi « cheval de Troie » dans la mesure où, comme Wagley, on ne se préoccupe pas des présupposés méthodologiques et théoriques de la question. Toutefois, on lui saura gré de mettre en garde contre l'illusion, largement répandue, que le développement d'une classe moyenne puissante en Amérique latine garantisse le renforcement des institutions démocratiques.

Comparé à d'autres *readers* de sa catégorie, celui de Martz, pour être traditionnel, s'avère moyen. Conseil à l'étudiant prégradué : ne pas se contenter de la moyenne !

Cary HECTOR

Science politique,
Université du Québec à Montréal.

VALI, Ferene A., *Bridge Across the Bosphorus : The Foreign Policy of Turkey*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins Press, 1971 XIV + 410p.

Cet ouvrage constitue dans l'ensemble une bonne présentation de la politique étrangère de la Turquie à l'époque contemporaine. Il analyse, d'une part, les facteurs d'orientation et les conditions d'élaboration de cette politique, de l'autre, les différents secteurs d'intervention de la diplomatie turque et les engagements souscrits par le pays. On peut regretter sans doute que le premier volet de cette analyse n'ait pas fait l'objet de développements plus étendus, plus précis : ainsi, quoique pertinent, l'exposé relatif aux organes de préparation et d'exécution de la politique extérieure manque-t-il un peu d'ampleur. On peut aussi regretter l'absence d'un chapitre sur les démarches de la Turquie au sein des grandes organisations intergouvernementales.

À juste titre, le professeur Váli se refuse à considérer que la politique étrangère d'un pays représente un simple sous-produit de ses politiques intérieures (p. 358). Selon lui, l'action extérieure de la Turquie nouvelle illustre l'élément de constance dû à la protection des intérêts nationaux, particulièrement de ceux résultant de la situation géopolitique. Mais l'auteur a un sens trop aigu du jeu international pour ne pas souligner l'interaction des facteurs internes et externes. La volonté de la Turquie

de se rattacher à l'Europe et au monde occidental en s'écartant systématiquement de son passé ottoman est à cet égard très significative. L'objectif du développement économique, lequel implique la recherche de crédits et de débouchés extérieurs, représente un centre privilégié de cette interaction.

Le professeur Váli juge tout à fait positif le bilan de la diplomatie turque. Plusieurs réussites spectaculaires donnent du poids à cette appréciation : en juin 1936, la Convention de Montreux restitue à la Turquie le contrôle intégral des Détroits ; en 1945, ce pays entre dans le groupe des Nations Unies grâce à une déclaration de guerre in extremis à l'Allemagne et au Japon ; en février 1959, la Turquie acquiert par la signature des accords de Zurich le droit de participer aux décisions concernant Chypre alors qu'elle n'avait antérieurement aucun droit à contester un transfert à la Grèce de la souveraineté sur l'île (p. 357).

L'auteur étend cette évaluation favorable à la décision turque de participer au système de l'OTAN — option impliquant essentiellement l'établissement de relations diplomatico-militaires privilégiées avec les États-Unis. Tout en admettant que cette politique s'écartait de la position neutraliste adoptée sous Moustafa Kémal (p. 35) et qu'elle a considérablement restreint la liberté de manœuvre diplomatique du pays, le professeur Váli estime que la politique turque a choisi la meilleure solution : face aux menaces découlant du caractère expansionniste de l'action soviétique, l'appui américain représentait et représente toujours la protection la plus sûre.

Cette opinion est-elle fondée ? Certes les relations turco-soviétiques comportent des secteurs très délicats (statut des Détroits, districts de Kars et d'Ardahan, présence en Union soviétique de population d'origine turque...). Il y a bien eu quelques essais de rapprochement entre les deux pays (avec octroi de crédits soviétiques pour le développement), mais ces tentatives n'ont guère entraîné de résultats positifs. En tout cas, une évaluation différente des intentions et démarches soviétiques conduirait à porter un jugement également différent sur l'abandon par la Turquie d'une position générale de non-alignement.

Depuis la publication de l'ouvrage, l'armée turque est de nouveau intervenue ouvertement dans la politique. Le premier ministre S. Demirel a dû céder la place à N. Erim. L'état de

siège a été proclamé sur toute une partie du territoire et de très graves restrictions ont été apportées aux libertés individuelles. La loi martiale a eu pour résultat de réduire au silence les partisans de l'« extrémisme » et de mettre fin aux manifestations anti-américaines. Cependant la répression ne supprime pas les causes de tension et les facteurs d'insatisfaction.

Même s'il est permis de faire des réserves sur les critères retenus pour apprécier la valeur de la politique turque, l'ouvrage du professeur Váli demeure précieux pour comprendre les mobiles et les difficultés de cette politique depuis la chute de l'Empire ottoman. Aujourd'hui, la Turquie compte environ 38 millions d'habitants et l'on prévoit un chiffre de 45 millions pour 1979. Joint à des changements sur la scène internationale, cet accroissement notable de son poids démographique peut conduire la Turquie à rechercher une position de plus grande autonomie.

Jean MEYNAUD

Science politique,
Université de Montréal.

HAMON, Léo, *Acteurs et données de l'Histoire* (Collection « À la pensée » N° 13/14, Presses Universitaires de France, Paris, 1970-1971, 2 vol. 360 et 382p.

L'objet de cet ouvrage, dont le dessein général n'apparaît pas toujours clairement au lecteur, est très vaste : il s'agit en somme d'une interprétation globale du jeu politique, spécialement dans l'ordre des relations internationales. Étudiant les éléments de la causalité historique (rejet de la « théorie du facteur déterminant »), l'auteur analyse ensuite les dimensions de la latitude d'action ouverte aux gouvernants. Viennent enfin, selon un ordre assez peu systématique, des développements relatifs à un grand nombre de problèmes contemporains comme les « sociétés délibérées » (groupes d'intérêt) et les règles du jeu ou encore le nationalisme, le sous-développement, la contestation, l'expérience soviétique. Par ailleurs, Léo Hamon introduit dans son exposé quelques chapitres traitant des méthodes d'acquisition de la

connaissance (ainsi la théorie des jeux et le structuralisme).

Ces deux volumes contiennent sans aucun doute des observations intéressantes et des vues significatives. Sur de nombreux points, les affirmations et propositions émises suscitent des réflexions utiles. Chemin faisant, l'auteur formule de nombreuses « lois » (terme qui, même en une acception peu contraignante, paraît bien ambitieux pour la plupart des constatations ainsi qualifiées). De plus, l'intérêt et la qualité des développements sont assez variables — trait qui s'explique sans peine si l'on considère l'ampleur et la multiplicité des questions abordées. Dans la majorité des cas, la bibliographie mentionnée est très partielle. Ces insuffisances affectent particulièrement les chapitres méthodologiques, mais il en va de même pour certaines des analyses de fond (divers sujets importants ne sont analysés que par le biais du résumé d'un article ou d'un rapport de Congrès).

Conçu comme un instrument d'analyse scientifique, l'ouvrage est cependant, par endroits, un essai de persuasion. C'est ainsi que Léo Hamon fait siennes les notions de société « industrielle », voire « postindustrielle ». Il va jusqu'à récuser le terme de « capitaliste » pour qualifier l'économie des pays occidentaux : selon lui, ce genre d'économie mérite plutôt d'être appelé « non collectiviste révolutionnaire » (p. 251). Et, toujours d'après Léo Hamon, l'on ne saurait contester l'existence de transformations substantielles dans le fonctionnement de l'économie « sans faire aussitôt apparaître une grande ignorance de son temps » (p. 250). Appréciation bien sommaire à l'encontre des recherches et publications qui, en nombre croissant, font apparaître le caractère profondément mystificateur des thèses sur lesquelles s'appuie finalement Léo Hamon pour spécifier l'évolution de notre monde.

En définitive, cette tentative d'interprétation paraîtra satisfaisante ou étrange selon la philosophie sociale de chacun. Comme Léo Hamon a beaucoup de talent et une grande agilité d'esprit, la lecture de cet ouvrage reste intéressante, et à divers égards, utile même pour celui qui ne partage pas ses idées fondamentales. Mais il n'est pas certain qu'un tel livre contribue beaucoup au progrès de la discipline politique.

Jean MEYNAUD

Science politique,
Université de Montréal.